

Collectif angevin de défense des retraites

ATTAC – Fondation Copernic – FSU – Solidaires – Alternatifs – Alternative libertaire – FASE – Gauche unitaire – MJCF – NPA – PCF – PG – PS – Jeunes Verts – Verts – et... individus !

NON A LA BAISSSE DES RETRAITES ! OUI A L'EMPLOI ET A UN AUTRE PARTAGE DES RICHESSES !

Le gouvernement s'apprête à engager une nouvelle réforme du système de retraites par répartition en jouant sur un double discours: « *attention, danger, nous sommes au bord du gouffre !* » et « *il n'y a, 'raisonnablement', qu'une seule solution* ».

Ce type de discours a « justifié » les réformes depuis 1993 (Balladur) avec comme bilan :

- une baisse du niveau des pensions d'environ 20 %, et , selon le COR (Comité d'orientation des retraites), elle pourrait se poursuivre, passant d'un taux de remplacement moyen (niveau de la retraite par rapport au salaire) de 72 % en 2007 à 59 % en 2050. Résultat: 1 million de retraités vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.
- l'aggravation des inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes.
- la remise en cause de la solidarité intergénérationnelle et du principe de la prise en charge d'une génération par la suivante, fondement du système de retraites par répartition.

L'argumentaire du gouvernement (relayé par une campagne publicitaire menée à grands frais) est simple, voire simpliste :

- (1) l'espérance de vie s'allonge (peut-on croire que ce sera indéfiniment ?) ;
- (2) on ne veut pas (au nom de la justice sociale !) baisser le montant des pensions ;
- (3) donc il n'y aurait qu'une seule solution : allonger le temps de travail à la fois en repoussant l'âge légal de départ à la retraite (de 60 à 62 ans voire plus) et en allongeant la durée de cotisation permettant d'obtenir une retraite à taux plein.

Face au projet gouvernemental et à ces faux arguments, nous répondons :

1/ que l'utilisation des chiffres faite par le gouvernement est contestable et qu'elle a pour principaux objectifs de susciter la peur d'une faillite générale du système, d'opposer les catégories de travailleurs les unes aux autres (actifs contre retraités, salariés du privé contre ceux du public, hommes contre femmes...), et au final de faire passer ses réformes sans trop de contestation.

2/ que la prétendue proposition unique et « raisonnable » du gouvernement

- a pour objectif la baisse des pensions : alors que les périodes de chômage augmentent et que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans environ, toute augmentation de la durée de cotisation entraînera automatiquement une augmentation des personnes ne pouvant pas bénéficier d'une couverture à taux plein ;
- fait totalement l'impasse sur d'autres "solutions" possibles, notamment celles basées sur une autre répartition des richesses produites.

3/ que, derrière un débat présenté comme « technique » autour de quelques chiffres discutables agités comme épouvantail, se cache un enjeu déterminant pour les détenteurs du capital : la casse, la plus complète possible du système de retraites par répartition et son remplacement progressif par un système par capitalisation. Par un climat généralisé de peur, ou par des changements structurels comme le passage à un régime en points ou en comptes notionnels, (dans lequel les salariés ne seraient plus assurés du montant de leur retraite : celle-ci pourrait varier en fonction de l'évolution de la masse salariale, du PIB ou de l'espérance de vie !), il s'agit de réduire les solidarités sociales, plus encore qu'elles ne le sont déjà, et d'instiller progressivement dans notre esprit que seule une épargne-retraite construite de façon *individuelle* serait demain en mesure de « sécuriser » nos vieux jours : finis les mécanismes de solidarité ! Bien sûr, derrière ce matraquage des opinions publiques, se profile le très juteux marché des assurances vieillesse et autres fonds de pension...

4/ qu'il existe des solutions alternatives principalement basées sur un autre partage des gains de productivité du travail et de la richesse produite. Depuis 20 ans, ces gains de productivité profitent quasi exclusivement au capital au détriment de ce qui constitue pourtant la base de la richesse : le travail (les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2007.)

Il faut réorienter les richesses produites vers le travail :

diminution du chômage, augmentation des salaires directs et indirects (sécu, retraites...).

C'est ça la véritable réforme,

et certainement pas un recul de l'âge de la retraite ou un nouvel allongement des durées de cotisation, qui ne feraient qu'accroître le chômage des plus jeunes tout en dégradant les pensions des plus vieux.

Chaque citoyen(ne) doit être conscient que la question des retraites va bien au delà d'un calcul comptable d'annuités et constitue véritablement un enjeu de société majeur.

A l'inverse des pseudo-solutions individualistes (fonds de pension), inéquitables socialement et aléatoires financièrement, il faut affirmer notre choix politique de la justice et de la solidarité :

- maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans ;
- maintien d'une pension au montant garanti (refus des comptes notionnels) ;
- refus de tout nouvel allongement de la durée de cotisation ; il faut au contraire revenir sur les lois Balladur (1993) et Fillon (2003).

Le financement de retraites décentes pour tous est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers.

C'est ce partage qui constitue le « tabou » à faire sauter.

C'est à nous de l'imposer contre les pouvoirs économiques et financiers.

Par une puissante mobilisation sociale, en France et en Europe, nous pouvons rétablir le rapport de forces nécessaire: à nous de la construire, maintenant, tous ensemble !

Lisez et signez l'appel national <http://www.exigences-citoyennes-retraites.net/>

Rejoignez le collectif angevin de défense des retraites : collectifretraites49@yahoo.fr